

Arrêté du 2 mai 1979

**Relatif à l'agrément des ateliers d'entretien d'aéronefs
(J.O. du 14 juin 1979)**

Le ministre des transports,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, ratifiée le 13 novembre 1946, et publiée dans sa version authentique en langue française par décret n° 69-1158 du 18 décembre 1969, et notamment les annexes 6 et 8 à ladite convention ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1967 relatif aux conditions de navigabilité des aéronefs civils, modifié par les arrêtés du 11 février 1969, du 9 janvier 1970, du 23 avril 1975 et du 22 novembre 1978 ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1975 relatif aux conditions d'entretien exploités par les entreprises de transport aérien ;

Vu l'arrêté du 17 mars 1978 relatif au maintien de l'aptitude au vol des aéronefs ;

Vu l'arrêté du 22 novembre 1978 relatif aux certificats de navigabilité ;

Vu l'arrêté du 2 mai 1979 relatif à l'agrément des unités d'entretien d'aéronefs.

Arrête :

Titre 1er : Généralités

Art. 1er - Objet

Le présent arrêté a pour objet :

- a) D'instituer une procédure d'agrément des ateliers d'entretien d'aéronef ;
- b) De fixer les conditions auxquelles doivent répondre les ateliers d'entretien agréés ;
- c) De fixer le domaine d'activité de ces ateliers d'entretien ;
- d) De fixer les conditions de fonctionnement de ces ateliers d'entretien.

Art. 2 - Terminologie

Pour l'application du présent arrêté on entend par :

- a) Aéronef, un aéronef complet ou un élément d'aéronef ;
- b) Élément d'aéronef, toute partie, équipement ou sous-ensemble d'un aéronef ;
- c) Opération d'entretien, toute opération relative à l'entretien, toute réparation ou toute application d'une modification

Art. 3 - Services compétents

Le ministre chargé de l'aviation civile peut faire effectuer les vérifications et la surveillance qu'il juge nécessaires pour l'application du présent arrêté par des organismes ou services extérieurs à l'administration, habilités à cet effet.

L'ensemble de ces organismes et services ainsi que ceux de l'administration susceptibles d'effectuer ces vérifications et cette surveillance sont dénommés services compétents.

Titre 2 : Définition et caractéristiques

Art. 4 - Définition d'un atelier d'entretien d'aéronefs

Pour l'application du présent arrêté, un atelier d'entretien d'aéronefs est un établissement assurant, à titre commercial ou non, l'entretien des aéronef ou des éléments d'aéronef.

Art. 5 - Domaine d'activité des ateliers d'entretien agréés

Le domaine d'activité et la nature des interventions pour lesquels un atelier d'entretien est agréé sont fixés, lors de l'agrément, en fonction de la qualification de son personnel et des moyens matériels dont il dispose.

L'atelier d'entretien agréé est alors autorisé à effectuer des opérations d'entretien et des modifications, y compris, sur des aéronefs exploités par des entreprises de transport aérien, dans la limite de son domaine d'activité.

Titre 3 : Procédures liées à l'agrément

Art. 6 - Demande d'agrément - Spécifications d'agrément

6.1 La demande d'agrément doit être faite par écrit au ministre chargé de l'aviation civile. Elle doit être accompagnée d'un document dénommé "Spécifications d'agrément".

6.2 Les spécifications d'agrément ont pour objectif d'indiquer, par une description de l'atelier d'entretien et de ses procédures de fonctionnement, comment il répond aux exigences du présent arrêté.

Ce document doit en outre indiquer le domaine d'activité de l'atelier d'entretien.

Art. 7 - Délivrance de l'agrément

L'agrément est délivré par le ministre chargé de l'aviation civile lorsque l'ensemble des conditions prévues au présent arrêté sont remplies et que les moyens proposés par l'atelier d'entretien sont jugés satisfaisants.

Art. 8 - Suspension et retrait de l'agrément

L'agrément peut être suspendu ou retiré :

- a) Si le ministre chargé de l'aviation civile constate que les conditions ayant présidé à sa délivrance notamment celles qui figurent aux spécifications d'agrément, ne sont plus respectées, que l'atelier d'entretien n'agit pas conformément aux règlements applicables ou que les spécifications d'agrément ont fait l'objet de modifications ne respectant pas les exigences de l'article 10 ci-après ;
- b) Si l'atelier d'entretien fait obstacle à l'accomplissement des contrôles ; inspections ou essais que le ministre chargé de l'aviation civile estime nécessaire d'effectuer pour s'assurer que les conditions retenues pour la délivrance et le maintien de l'agrément sont respectées ;
- c) Si les sommes dues au titre de la surveillance exercée par les services compétents ne sont pas acquittées.

Art. 9 - Rétablissement de l'agrément

L'agrément est rétabli lorsque le ministre chargé de l'aviation civile est assuré que l'atelier d'entretien met en œuvre les moyens et méthodes nécessaires pour supprimer les causes ayant entraîné la suspension.

Art. 10 - Modification aux spécifications

10.1 Toute modification aux dispositions décrites dans les spécifications d'agrément ou les documents qui y sont mentionnés doit être précédée d'un amendement à ces spécifications ou documents à moins que des impératifs de sécurité reconnus par le ministre chargé de l'aviation civile ne justifient une application immédiate.

10.2 Tout amendement aux spécifications d'agrément doit être approuvé par le ministre chargé de l'aviation civile. Toutefois un atelier d'entretien ayant au moins deux ans d'existence et étant agréé depuis au moins six mois est autorisé à modifier ses spécifications d'agrément, notamment le chapitre relatif au domaine d'activité et à mettre en œuvre ces nouvelles dispositions à titre transitoire avant approbation du ministre chargé de l'aviation civile si :

- a) Il s'est assuré que ces nouvelles dispositions répondent aux exigences du présent arrêté ;
- b) Il a informé le ministre chargé de l'aviation civile de ses intentions de modification afin d'entamer les procédures d'approbation ;
- c) Il a clairement identifié ces nouvelles dispositions dans les spécifications d'agrément ;
- d) Il respecte les délais imposés par le ministre chargé de l'aviation civile pour introduire les corrections que ce dernier estime pour respecter les exigences du présent arrêté.

Le ministre chargé de l'aviation civile peut suspendre cette autorisation pour une durée ne pouvant excéder trois ans s'il constate que l'atelier d'entretien modifie ses spécifications d'agrément sans observer l'ensemble de ces conditions.

Titre IV : Moyens et fonctionnement

Art. 11 - Moyens matériels

L'atelier d'entretien doit disposer d'installations, de moyens matériels et notamment d'outillage, de moyens d'essais et de contrôle, propres à assurer la qualité des opérations d'entretien qui y sont effectuées.

Art. 12 - Personnel

12.1 L'atelier d'entretien doit disposer d'un personnel d'encadrement qualifié et en nombre suffisant pour assurer la qualité des opérations d'entretien qui y sont effectuées.

12.2 L'atelier d'entretien doit s'assurer que les personnes qui exécutent ou contrôlent les opérations d'entretien :

- a) Sont en nombre suffisant pour le volume de travail à effectuer ;
- b) Ont la compétence technique générale pour effectuer ces opérations ;
- c) Ont reçu la formation technique complémentaire et, éventuellement, possédant les qualifications requises et adaptées au type de matériel ou d'opérations dont ils ont la charge ;
- d) Sont aptes à se servir de l'outillage et des installations mis à leur disposition ;
- e) Sont aptes à lire et comprendre la documentation mise à leur disposition ;
- f) Ont une connaissance réelle de leurs fonctions et tâches individuelles, de l'organisation hiérarchique et fonctionnelle des services d'entretien, dans la mesure où leur fonction l'exige ;
- g) Ont été nommément désignés pour exercer les fonctions et effectuer les tâches qui leur sont confiées.

Art. 13 - Organisation de l'atelier d'entretien

13.1 L'atelier d'entretien doit avoir et maintenir une organisation apte à assurer la qualité du travail entrepris et notamment capable :

- a) D'assurer le respect des normes d'entretien et documents de travail : manuel d'entretien, documentation technique visée à l'article 15 ainsi que tout document "ad hoc" établi par le constructeur de l'aéronef ou de l'élément d'aéronef ;
- b) D'assurer que les listes de travaux d'entretien supplémentaires nécessités par l'état de navigabilité spécifique de l'aéronef sont correctement dressées, et que le report éventuel de certains travaux ne compromet pas la sécurité.
- c) De conduire les inspections des éléments de l'aéronef ayant une incidence directe sur la navigabilité de celui-ci telles que repérées au manuel d'entretien correspondant ;
- d) D'assurer la bonne tenue des dossiers de travaux de l'aéronef ou de l'élément d'aéronef ainsi que la validité de la documentation ;
- e) De façon générale, d'assurer la qualité des prestations fournies ;
- f) De conserver son aptitude à fournir ces prestations, en particulier dans les domaines visés par les articles 11, 12 et 16 du présent arrêté ;
- g) D'assurer que les outillages spécialisés, instruments de mesure, bancs d'essais conservent une qualité suffisante au cours du temps et sont périodiquement vérifiés et étalonnés.

13.2 La qualité du travail doit être contrôlée par une organisation dont l'indépendance de jugement est garantie.

Art. 14 - Procédures de fonctionnement

L'atelier d'entretien doit fonctionner suivant des procédures bien établies et écrites.

Ces procédures doivent notamment prévoir :

- a) La prise en compte des travaux selon que le propriétaire de l'aéronef a lui-même défini ces travaux ou qu'il a délégué à l'atelier d'entretien le soin de déterminer les travaux nécessaires au maintien de l'aptitude au vol de cet aéronef ;
- b) Le lancement et la préparation des travaux ;
- c) L'emploi d'éléments ou de pièces de rechange ;
- d) Le traitement de anomalies découvertes lors de l'exécution des opérations d'entretien et la détermination des actions correctives ;
- e) L'enregistrement des travaux.

Art. 15 - Documentation technique

L'atelier d'entretien doit effectuer les travaux d'entretien conformément à une documentation technique aisément compréhensible, détaillée et adaptée à la qualification et à la formation du personnel. Cette documentation doit notamment exposer :

- a) La définition des opérations à effectuer ;
- b) Les procédures d'exécution des opérations d'entretien courantes ;
- c) Les procédures d'inspection des aéronefs ou de ceux de leurs éléments ayant une influence directe sur l'aptitude au vol ;
- d) Les procédures de réparation ou de modification ;
- e) Les procédures de vérification, après correction du défaut signalé, des éléments d'aéronef trouvés ou déclarés défectueux ;
- f) Les procédures de remontage et de vérification des aéronefs ou des éléments d'aéronef après changement de ces éléments.

Art. 16 - Dossier de travaux

Après chaque opération d'entretien, une fiche signée par les personnels ayant respectivement effectué et le cas échéant contrôlé l'opération, certifie que celle-ci a été effectuée et contrôlée conformément aux procédures établies dans la documentation technique prévue à l'article 15 ; de plus, sont portés sur cette fiche ou tout autre document approprié, toute anomalie ou défaut détectés au cours d'une opération d'entretien et toute action corrective menée pour y remédier. Toutefois, la fiche peut être signée par un chef d'équipe au lieu et place d'une personne ayant effectué une opération d'entretien à condition qu'il ait exercé sur cette personne un contrôle direct et continu.

La totalité des fiches dûment signées touchant à une intervention donnée, la liste des travaux sous traités. Le nom des sous-traitants, les documents justificatifs de l'origine des pièces ou équivalents, doivent être rassemblés dans un dossier de travaux. Le dossier de travaux doit être communiqué au propriétaire de l'aéronef sur sa demande.

Art. 17 - Sous-traitance

Un atelier d'entretien agréé peut sous-traiter des travaux, soit :

- a) A des unités ou des ateliers d'entretien agréés ; dans ce cas, l'atelier d'entretien qui sous-traite doit s'assurer de la compatibilité des procédures utilisées par le sous-traitant avec les siennes propres ;
- b) A des unités ou des ateliers d'entretien non agréés, dans des ses spécifications d'agrément ;
- c) A des unités ou des ateliers d'entretien non agréés si les services compétents ont l'opportunité de surveiller la réalisation des travaux sous-traités et n'ont pas manifesté d'opposition.

Art. 18 - Approbation pour remise en service

L'atelier d'entretien doit avoir nommé parmi son personnel les personnes chargées d'approuver, après une opération d'entretien ou une modification, la remise en service d'un aéronef, après s'être assuré de leur aptitude à exercer cette fonction.

Titre V : Obligations des ateliers d'entretien**Art. 19 - Surveillance**

- 19.1** Le ministre chargé de l'aviation civile peut effectuer tout contrôle, inspection ou essai destiné à s'assurer que les conditions retenues pour la délivrance et le maintien de l'agrément sont respectées.
- 19.2** Le ministre chargé de l'aviation civile peut demander à être informé au préalable de l'exécution d'une opération particulière d'entretien.
- 19.3** Le ministre chargé de l'aviation civile peut en outre exiger que les spécifications d'agrément soient modifiées. s'il apparaît qu'elles sont insuffisantes pour assurer la sécurité des aéronefs entretenus.

Art. 20 - Frais

Les frais résultant de l'instruction de la demande, de la délivrance et du maintien de l'agrément sont à la charge de l'atelier d'entretien.

Art. 21 - Opération d'entretien hors du domaine autorisé

L'atelier d'entretien agréé doit avertir systématiquement les services compétents préalablement à l'exécution de toute opération d'entretien n'entrant pas dans le domaine d'activité autorisé par son agrément. afin de définir une procédure adaptée au cas considéré.

Art. 22 - Incidents

Tout atelier d'entretien agréé doit informer le ministre chargé de l'aviation civile de tout incident, panne, mauvais fonctionnement ou défaut relevé sur un aéronef ou élément d'aéronef qu'il entretient, lorsque cet incident, panne, mauvais fonctionnement ou défaut est de nature à mettre en cause la navigabilité de l'aéronef. Cette information sera transmise suivant des modalités pratiques définies par instruction du ministre chargé de l'aviation civile.

Art. 23 - Aéronefs repris avant achèvement des travaux

Pour les aéronefs repris par leurs propriétaires ou exploitants avant achèvement des travaux, et dans le cas où ces aéronefs n'ont pu être approuvés pour remise en service, l'atelier d'entretien doit communiquer immédiatement aux services compétents la liste des travaux restant à faire.

Art. 24 - Enregistrements

L'atelier d'entretien doit porter sur les documents appropriés de l'aéronef les informations exigées par les dispositions réglementaires applicables ainsi que la référence de son agrément.

Art. 25 - Relevé annuel des travaux

Tout atelier d'entretien agréé doit envoyer annuellement aux services compétents un état des travaux qu'il a effectués.

Art. 26 - Archivage

L'atelier d'entretien doit conserver pendant cinq ans :

- a) La liste des aéronefs sur lesquels il est intervenu ;
- b) Les dossiers de travaux, sauf accord particulier avec les services compétents.

Art. 27 - Diffusion des spécifications d'agrément

Les spécifications d'agrément doivent être portées à la connaissance et tenues à la disposition des personnels chargés par l'atelier d'entretien de responsabilités dans l'entretien des aéronefs.

Titre VI : Application - Exécution

Art. 28 -

Les modalités d'application du présent arrêté sont précisées par l'instruction.

Art. 29 -

Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur au jour de sa publication au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 2 mai 1979

Pour le ministre et par délégation :
Le Directeur général de l'aviation civile,
C. ABRAHAM